

Déclaration préalable

28 Mars 2019

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du CE OFS,

Le mois de mars est pour les salariés celui de l'attribution de la participation. Nous constatons que, malgré les bons résultats de 2018, l'enveloppe de la participation et de l'intéressement est en baisse avec des montants individuels pour les salariés à peine supérieurs à l'année passée.

Pour les cadres le mois de mars est celui du versement de la part variable managériale semestrielle, cette prime visant à les remercier des efforts faits vient contredire les annonces publiques du PDG d'Orange, qui a mis en avant les très bons résultats de l'année 2018, et en particulier les «excellentes performances commerciales » du groupe. Or nous avons pu mesurer la baisse sensible de cette PVM par rapport à celle de septembre dernier en raison des résultats du baromètre social. Les cadres apprécieront de subir la double peine : celle des répercussions sociales de la diminution des effectifs, disparition de sites, austérité salariale continue dues aux choix politiques de l'entreprise et devoir payer l'addition pour un baromètre social légitimement en baisse !

En effet ce nouveau coup de rabot s'ajoute à l'effritement continu du pouvoir d'achat des salariés depuis déjà plusieurs années.

-Rappelons l'échec des négociations NAO en 2018 alors que les résultats 2017 étaient en hausse et les effectifs en forte baisse avec le pic des départs de l'année dernière et qui se poursuivent en 2019. La Direction a privilégié encore une politique pro-actionnaires en augmentant le dividende de 8% au titre de l'exercice 2018. Depuis 5 ans la CFE-CGC a été amenée à refuser d'apposer sa signature sur ces accords NAO marqués par une modération salariale extrême et l'année dernière aucune organisation syndicale ne les a d'ailleurs signés.

Pourquoi les salariés continueraient à faire les frais d'une répartition de la valeur vers l'augmentation continue du dividende au détriment des rémunérations comme pendant les « belles années » de l'ère Lombard et alors que l'inflation est repartie à la hausse depuis 2018 ?

Stéphane Richard a déclaré au micro de France Info en décembre 2018 à la suite de la crise des gilets jaunes : « Je crois qu'il va falloir qu'on entende la colère qui s'est manifestée, la frustration qu'elle exprime aussi, que ce soit à l'occasion peut-être de la fin de l'année ou des négociations salariales qui doivent se tenir ». Il avait ajouté : « Je ne pense pas qu'on puisse opposer le mur du système, le mur de la compétitivité, des équilibres financiers »

En fin d'année dernière la prime de fin d'année censée apporter une bouffée d'oxygène sur le pouvoir d'achat en est restée à l'effet d'annonce ne concernant que 20.000 salariés.

Nous attendons donc avec impatience que les promesses de Stéphane Richard de décembre dernier débouchent sur des propositions crédibles de la part de la direction dans le cadre des accords NAO pour l'ensemble des salariés et commencent à inverser la tendance de baisse continue de pouvoir d'achat de ces dernières années. Il s'agit d'un moment attendu de vérité, de justice sociale mais aussi de confiance dans la parole donnée devant les médias par le plus haut de nos dirigeants.